

Le syndrome chinois

par Giovanni Arrighi

(Traduit de l'anglais par Colette St-Hilaire)

La bataille de Seattle a porté sur deux grandes questions : la protection universelle des droits du capital et la répartition des coûts-bénéfices de la mondialisation entre le Nord et le Sud. Mais une troisième préoccupation — qui englobait en un sens les deux autres — l'a hantée : l'entrée de la Chine dans l'OMC. Cette question n'a jamais été mise à l'ordre du jour de la rencontre de l'OMC, mais, selon la plupart des observateurs, dans l'esprit de bien des manifestants elle constituait l'enjeu le plus important.

« Tenez-vous bien, les Chinois, on arrive ! » lance Mike Dolan, le responsable du groupe de Nader à Seattle, dans une intervention sur l'ordre du jour. « Il n'y a pas de doute possible. La prochaine question au menu, c'est la Chine. » Jeff Faux, directeur de l'Economic Policy Institute, un organisme soutenu par l'AFL-CIO, explique aux journalistes que compte tenu de la puissance de la Chine, son admission à l'OMC rendrait impossible l'instauration de normes du travail et de normes environnementales... « Le vote de la Chine serait déterminant dans toutes les questions concernant la mondialisation », soutient également Denise Mitchell de l'AFL-CIO¹.

Alexander Cockburn concède qu'« il y a en Chine des élites qui oppriment les masses chinoises en leur imposant des conditions de travail et des salaires inacceptables », mais il avoue se sentir gêné à la vue de ces progressistes occidentaux qui condamnent la Chine. Il se rappelle comment ce siècle a commencé — avec « les troupes des puissances occidentales

¹ Alexander Cockburn, « Short History of the Twentieth Century », *The Nation*, n° 3, janvier 2000, p. 9. Notre traduction.

[attaquant] les Boxers qui assiégeaient les ambassades à Pékin, [pillant] le palais d'été de l'impératrice Dowager, [ruinant] ainsi pour un bon moment les efforts courageux des nationalistes pour mettre fin à l'exploitation coloniale de la Chine. » La Chine a connu par la suite une série de révolutions – dans la foulée des révoltes anti-colonialistes des pays pauvres d'Asie et d'Afrique. La terre et la richesse ont été redistribuées et on a édifié une base industrielle afin de stimuler la demande intérieure et obtenir un juste prix pour les produits exportés par les pays pauvres.

Les puissances occidentales ne se préoccupaient pas de cela, pas plus qu'elles n'appréciaient les Boxers... Elles n'ont jamais cédé, jamais pardonné. Certaines luttes révolutionnaires ont duré des décennies, malgré les attaques, les boycotts, les embargos, le sabotage économique... Les intellectuels progressistes de l'Economic Policy Institute pour qui « le système économique chinois » est une source de « distorsion du marché »... ne sont guère différents de ceux qui appuient l'embargo contre Cuba depuis des années. De nombreuses ONG progressistes sont interventionnistes. Nous leur devons la débâcle somalienne et, jusqu'à un certain point, le cauchemar du Kosovo... Nous n'avons nul besoin... à la fin de ce siècle impérial, de nous engager dans une campagne contre le Péril jaune².

L'attitude des progressistes occidentaux est troublante si l'on garde en mémoire que l'histoire des relations entre les puissances occidentales et la Chine a été terriblement marquée par l'impérialisme. Mais il faut considérer deux autres questions, celle des « droits universels des travailleurs » et celle d'une « plus grande justice distributive ». La première concerne la position de la classe ouvrière chinoise dans le mouvement ouvrier international, la seconde, la position de la Chine dans l'économie mondiale. Les manifestants de Seattle ont affirmé que les pressions occidentales exercées sur le pouvoir en Chine seraient une condition essentielle à

² Cockburn, « Short History », p. 9.

l'émancipation de la classe ouvrière de ce pays. Cela ne tient pas debout si l'on considère l'histoire du mouvement ouvrier en Chine et dans les pays occidentaux. D'une part, le militantisme de la classe ouvrière chinoise est indéniable. Dans les années 1920, l'agitation ouvrière a été plus importante en Chine que dans d'autres pays ayant atteint le même niveau de prolétarianisation³. Elle fut réprimée dans le sang par le régime du Guomindang soutenu par les pays occidentaux. Mais cette expérience tragique permit d'amorcer la réorganisation et la réorientation du programme du Parti communiste chinois, ouvrant la voie à un régime qui, d'après tous les indicateurs connus, fit mieux que ses prédécesseurs pour améliorer les conditions de la classe ouvrière chinoise⁴.

D'autre part, le mouvement ouvrier des pays occidentaux en général, et des États-Unis en particulier, a très peu soutenu les luttes de la classe ouvrière chinoise, si ce n'est pas du tout. Personne, par exemple, n'a remis en question l'appui des puissances occidentales à la répression du mouvement ouvrier chinois par le Guomindang en 1920 et l'AFL-CIO a donné son appui total à la politique américaine — avec ses boycotts et ses embargos — envers la Chine communiste. L'AFL-CIO ne s'est d'ailleurs jamais gênée pour attiser la flamme du sentiment anti-chinois : certaines des grandes grèves de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle aux États-Unis visaient carrément l'exclusion des travailleurs chinois du marché du travail américain. Dans un discours prononcé en 1905, Samuel Gompers rassure son auditoire (présupposé) blanc : « les Caucasiens ne laisseront pas les Nè-

³ Beverly J. Silver, Giovanni Arrighi et Melvyn Dubofsky (dir.), « Labour Unrest in the World Economy, 1870-1990 », numéro spécial de *Review* (Centre Fernand Braudel), vol. 18, n° 1, hiver 1995, p. 1-206; Mark Selden, « Labour Unrest in China, 1831-1990 », *Review* (Centre Fernand Braudel), vol. 18, n° 1, hiver 1995, p. 69-86.

⁴ Selden, « Labour Unrest in China »; Mark Selden, « Yan'an Communism Reconsidered », *Modern China*, vol. 21, n° 1, p. 8-44.

gres, les Chinois, les Japs ou d'autres détruire leur niveau de vie⁵ ». En effet, selon Alexander Saxton :

Tout au long des années 1890 et au début du 20^e siècle, la Fédération [l'AFL] s'est continuellement opposée, dans des termes ouvertement racistes, aux travailleurs chinois et aux autres Orientaux. Ainsi, [en 1893] le Congrès de l'AFL vota une proposition selon laquelle les Chinois n'avaient apporté « rien d'autre que la saleté, le vice et la maladie » ; que « tous les efforts pour élever leur niveau s'étaient avérés vains ». Qu'ils étaient responsables de la déchéance « d'une partie de la population de la côte Pacifique à un point tel que si le public américain en était informé, il les balayerait de la surface de la terre, indigné »⁶.

À la lumière de l'histoire de la Chine et du mouvement ouvrier au 20^e siècle, comment croire que les plaidoyers des syndicats américains en faveur de l'exclusion de la Chine de l'OMC soient motivés d'abord par la solidarité ouvrière internationale ? Tout au long du 20^e siècle – depuis la Révolte des Boxers jusqu'aux vastes mouvements de grève des années 1920 et la révolution de 1949 – la classe ouvrière chinoise a dû s'appuyer surtout sur ses alliés chinois pour se libérer de la pauvreté, de l'insécurité et de l'oppression. Serait-elle soudainement devenue si incapable de s'occuper de sa propre émancipation qu'il lui faudrait l'aide de ceux-là mêmes qui l'ont opprimée autrefois ? Compte tenu des concessions que les États-Unis ont arrachées à la Chine pour considérer son admission à l'OMC, il est bien possible que les travailleurs chinois n'y trouvent plus leur compte. Et même s'ils le trouvaient, en vertu de quel principe devraient-ils interpréter les plaidoyers en faveur de l'exclusion de la Chine comme un acte de solidarité internationale ? N'ont-ils pas toutes les raisons de voir là une continuité fondamentale entre l'hostilité du mouvement ouvrier américain envers les

⁵ Cité dans Alexander Saxton, *The Indispensable Enemy : Labour and the Anti-Chinese Movement in California*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 284-286.

⁶ Saxton, *The Indispensable enemy*, p. 271.

travailleurs chinois immigrants au début du 20^e siècle et celle de ce même mouvement déterminé aujourd'hui à exclure du marché les produits de leur travail ?

On a une dernière raison de douter de la profondeur et de la sincérité du nouvel internationalisme des syndicats américains : après avoir officiellement appuyé les manifestations contre le FMI et la Banque mondiale à Washington en 2000, l'AFL-CIO a choisi de concentrer ses efforts politiques sur une campagne destinée à empêcher la normalisation des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine⁷. Pourtant, les politiques d'ajustement structurel et de rééchelonnement de la dette du Fonds monétaire international ont eu un impact négatif bien plus important que les exportations chinoises sur les travailleurs du monde entier. Malgré tout, la hantise de la Chine demeure.

D'où la seconde question, celle de la justice distributive à l'échelle mondiale. Pensons-y un instant : n'est-il pas troublant de constater que les progressistes occidentaux condamnent la Chine au moment même où ce pays pauvre apparaît comme le seul capable de remettre en question la hiérarchie mondiale de la richesse dominée à ce jour par les pays occidentaux ? La Chine n'est pas la seule à avoir échappé à la dévastation qui a frappé les pays du second monde et du tiers-monde à la suite de la contre-révolution néolibérale des années 1980. Certains pays s'en sont tirés mieux qu'elle d'ailleurs, entre autres la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour. Mais ce sont là de petits pays représentant une proportion insignifiante de la population mondiale ; leur mobilité ascendante reste sans effet sur la répartition de la richesse dans le monde. La Chine, en revanche, avec un cinquième de la population du globe et le tiers de la population totale des pays à faibles revenus, menace, avec des progrès économiques beaucoup plus modestes, de subvertir la

⁷ William Finnegan, « After Seattle : Anarchists Get Organized », *The New Yorker*, 17, avril 2000, p. 46.

structure pyramidale de la hiérarchie mondiale de la richesse. L'impact de tout cela ira bien au-delà des statistiques ; il sera économique, politique et culturel.

Indéniablement, la croissance rapide de la Chine soulève de manière particulièrement aiguë le problème de la rareté absolue et relative des ressources naturelles – un problème que les puissances dominantes d'après-guerre ont réglé en excluant la majorité de la population mondiale de la consommation de masse des pays développés. Le modèle américain de consommation de masse ne saurait convenir à un monde de plus grande justice distributive. Malheureusement, rien n'indique que les élites dirigeantes de la Chine ou celles de l'Ouest soient conscientes de la nécessité d'élaborer ce genre de modèle alternatif.

Proposer le sabotage direct ou indirect des progrès économiques futurs de la Chine, à l'instar de certains progressistes occidentaux, est non seulement moralement intenable, mais c'est vraisemblablement une très mauvaise solution. C'est moralement intenable parce que les pays occidentaux en général, et les États-Unis en particulier, ont été et continuent d'être les pires pollueurs de la planète et les plus grands destructeurs des ressources naturelles, tant chez eux qu'à l'étranger. Et c'est une mauvaise solution parce que les disparités énormes et croissantes entre les niveaux de vie des pays riches et des pays pauvres incitent fortement les élites des pays à revenus faibles ou moyens à adopter les modèles de consommation et les pratiques nuisibles à l'environnement des pays riches.

Avec les défis qu'ils soulèvent et continueront de soulever, les progrès économiques de la Chine méritent d'être salués par les progressistes occidentaux, et non pas redoutés et sabotés. D'abord, ces progrès constituent le signe le plus encourageant que les immenses inégalités créées dans le monde par l'impérialisme colonial européen et renforcées sous l'hégémonie américaine feront finalement place à un

monde plus juste et plus égalitaire. Ensuite, ces progrès offrent la meilleure promesse de l'émergence en Chine d'un mouvement ouvrier fort, capable de pousser un peu plus loin la « longue marche » des travailleurs chinois vers leur émancipation. En effet, on a vu des signes de ce mouvement dès les débuts de l'industrialisation et de la prolétarianisation de la Chine⁸. Compte tenu de l'importance numérique de la classe ouvrière chinoise et de son rôle grandissant dans le monde, l'existence d'un mouvement ouvrier chinois fort aurait un impact dynamisant sur l'ensemble du mouvement ouvrier mondial.

Pour conclure, à l'occasion d'un forum sur « Les problèmes et les perspectives du mouvement ouvrier mondial », Dan Clawson réprimande les universitaires de gauche qui qualifient de politiquement rétrograde la stratégie protectionniste de « la plupart des travailleurs et de certains syndicats⁹ ». Sans nier les affinités possibles entre le racisme et la xénophobie, d'une part, et les stratégies protectionnistes, d'autre part, d'où leur véritable danger, Clawson soutient que « les travailleurs détiennent une grande part de la vérité, et [qu']il nous faut les prendre au sérieux ».

En cherchant à limiter l'impact du capitalisme international, le protectionnisme a presque toujours entraîné des positions racistes (par exemple, des positions anti-japonaises) ou anti-immigrants (« ils » volent « nos » emplois ; il faut « les empêcher d'entrer »). Mais le protectionnisme signifie aussi que le capitalisme ne doit pas être dominé par le libre marché, qu'il faut des limites à la recherche du profit, et qu'il faut trouver les moyens de protéger les travailleurs et l'environnement de ma-

⁸ Voir notamment James Kynge, « Riots in Chinese Mining Towns », *Financial Times*, 3 avril 2000 ; Dorothy Solinger, *Contesting Citizenship in Urban China*, Berkeley, University of California Press, 1999, p. 284-286.

⁹ Dan Clawson, « Contradictions of Labour Solidarity », *Journal of World System Research*, vol. 4, n° 1, hiver 1998, p. 7-8.
[<http://csf.colorado.edu/wsystems/jwsr.html>].

nière à faire passer les besoins humains avant l'analyse des coûts-bénéfices¹⁰.

Selon Clawson, il faut inventer une théorie générale de la solidarité internationale qui « reconnaisse la nécessité de collectivités locales planifiées bénéficiant d'une certaine protection face au libre marché » ; il en appelle en même temps à la solidarité ouvrière internationale et rejette le racisme et la xénophobie. Comment parvenir à cet équilibre ?

La crise du travail est attribuable à un déplacement massif de capital de la sphère de la production et du commerce vers celle de la finance et de la spéculation, et non pas aux délocalisations d'entreprises industrielles ou à d'autres phénomènes associés à la « mondialisation ». La financiarisation actuelle du capital n'est pas sans précédent et la dernière période historique comparable, soit la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, nous a conduits à deux guerres mondiales, à l'impérialisme et au fascisme. Ces deux phases d'expansion financière – l'ancienne et l'actuelle – ont été associées à une extraordinaire polarisation de la richesse, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, et à des changements rapides qui ont bouleversé les moyens d'existence et les modes de vie établis. Les réactions nationalistes et protectionnistes, aux accents racistes et xénophobes, ont été vives.

Les mouvements ouvriers ont joué un rôle pour le moins ambigu dans l'émergence du protectionnisme national et de l'impérialisme. Comme le souligne E. H. Carr au sujet de l'effondrement de la Deuxième internationale à la veille de la Première Guerre mondiale :

Au 19^e siècle, alors que la nation était un concept associé à l'univers de la classe moyenne et que les travailleurs n'avaient pas de patrie, le socialisme a été international. La crise de 1914 a révélé brusquement que ce point de vue était dépassé partout, sauf dans la Russie arriérée. La masse des travailleurs a su

¹⁰ Dan Clawson, « Contradictions of Labour Solidarity », p. 8.

d'instinct où étaient ses intérêts... Le socialisme international s'est effondré ignominieusement¹¹.

Les principaux mouvements ouvriers ayant estimé encore une fois que le protectionnisme mettrait du beurre sur leur pain – grâce aux États qui peuvent renforcer les inégalités dans le monde et diviser la classe ouvrière internationale –, le risque que nous plongions dans une autre longue période de chaos systémique et de « tribalisme » s'est considérablement accru.

Il ne faut pas répéter l'erreur des socialistes à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, c'est-à-dire encourager le racisme de la classe ouvrière sous prétexte que le protectionnisme (ou tout autre racisme) s'enracine dans la précarité tout à fait réelle qui est vécue par les travailleurs. En effet, comme le souligne Alexander Saxton, les socialistes, qui avaient été les seuls à critiquer la croisade anti-chinoise de la fin du 19^e siècle, avaient quand même décidé tactiquement de « défendre les couleurs » de « l'anti-coolieisme » afin « d'unir et d'éduquer la classe ouvrière ». Mais « les tactiques ... ont le don de devenir des habitudes » et quand les socialistes ont voulu « baisser le pavillon tactique » et brandir plutôt « le drapeau stratégique de l'unité de la classe ouvrière », ils n'étaient déjà plus en mesure d'affecter le cours des choses. De plus, leur complaisance pour la rhétorique anti-chinoise a pavé la voie non seulement à l'exclusion des Chinois et des autres immigrants, mais à l'adoption d'une politique syndicale ouvertement raciste vis-à-vis des Noirs¹².

Tout en s'opposant fermement au racisme, on devrait revendiquer un régime international pro-ouvrier. Comme l'affirme Clawson, il faut créer un climat propice au développement de communautés capables de protéger le gagne-pain des travailleurs face au libre marché et de faire passer les besoins

¹¹ Edward H. Carr, *Nationalism and After*, London, Macmillan, 1945, p. 20-21.

¹² Saxton, *The Indispensable Enemy*, p. 266-267.

humains avant l'analyse des coûts-bénéfices. On le sait, l'expansion financière est le résultat de stratégies conscientes de la part d'entreprises désireuses de faire du profit et de stratégies de pouvoir tout aussi conscientes de la part d'États importants, particulièrement les États-Unis. Par conséquent, « il existe une alternative ». Les militants syndicaux devraient se mobiliser, au niveau national et international, contre les politiques qui « gonflent » la bulle financière et appuyer celles qui peuvent la faire « éclater ». De ce point de vue, le discours prononcé lors d'un récent rassemblement populaire par le président de COSATU (la fédération ouvrière d'Afrique du Sud) doit être salué. Il a lancé un appel pour qu'on mette fin à la « grève des investissements du secteur privé » et revendiqué que le capital investisse dans la création d'emplois plutôt qu'à la bourse¹³.

Mais la solution ultime suppose que le changement s'opère au niveau international. Au milieu du 20^e siècle, l'établissement, sous l'égide des États-Unis, d'un régime international favorable aux travailleurs et au développement, répondant, en partie du moins, aux revendications implicites ou explicites des mouvements de la base, a permis de briser le cercle vicieux des conflits internes et internationaux. Ceci dit, la solution ne saurait se résumer à un simple retour à l'essentiel de ce régime établi sous l'hégémonie américaine car, en promettant de répondre aux aspirations des mouvements populaires, il a esquivé de nombreuses questions. Entre autres, en faisant miroiter à tous l'âge d'or de la consommation de masse, l'idéologie de la croissance illimitée a ignoré les limites à la fois capitalistes et environnementales de cet engagement.

Le Siècle américain, loin de tenir ses promesses, s'est soldé par une croissance des inégalités de revenus et des écarts dans l'utilisation et le gaspillage des ressources dans le mon-

¹³ Eddy Jayiya, « Mass Action Brings Jo'Burg to Standstill », *The Independent*, 13 avril 2000.

de. Plus encore, le chevauchement entre les inégalités raciales et économiques à l'échelle de la planète a été renforcé, alors que la dégradation de l'environnement a progressé à un rythme et à une échelle sans précédent dans l'histoire de l'humanité. En effet, dans la mesure où la « grève du capital productif » tire à sa fin, les limites environnementales d'une croissance rapide et universelle reviendront au premier plan des préoccupations, et avec elles, la tentation renouvelée d'exclure une proportion importante de la population mondiale des joies de la consommation de ces ressources. C'est ici que se situe ultimement le grand défi qui se pose aux travailleurs du Nord et du Sud au 21^e siècle : lutter contre l'exploitation et l'exclusion, tout en défendant des politiques visant à atteindre des niveaux de vie et de consommation universels.



Photo : Gilles Gobeil